

Bujumbura exige "des excuses" d'une journaliste de France24

@rib News, 03/11/2011 â€“ Source AFPLe gouvernement du Burundi a exigé samedi "des excuses" d'une journaliste de la chaîne française France24 qui vient de faire un reportage sur ce pays, pour avoir donné la parole au leader d'une nouvelle rébellion et pour avoir dénoncé la corruption qui gangrène ce pays. « Une journaliste (...) Pauline Simonet vient de publier sur la chaîne France24 un documentaire sur le Burundi où elle affirme avoir rencontré et s'être entretenue avec un groupe d'hommes armés se réclamant constituer une rébellion burundaise opérant à partir du territoire congolais (RDC) du nom de Fronabu-Tanbara et qui serait commandé par un certain général Moïse », a déclaré le Secrétaire général et porte-parole du gouvernement burundais, Philippe Nzobonariba, dans une déclaration lue à la radio officielle samedi.

Le Fronabu-Tabara a déjà revendiqué plusieurs attaques visant essentiellement la police burundaise depuis le début 2011, dont des affrontements en pleine capitale burundaise en juillet. « Le même documentaire va plus loin en présentant des maisons et des chantiers en construction qui seraient selon le film, le fruit de détournements et d'enrichissement illicite des dignitaires du pouvoir de Bujumbura », a-t-il poursuivi. Celui-ci fait référence à un reportage de France24 diffusé pour la première fois jeudi, et dont la diffusion a alors été brouillée dans le pays, selon des sources concordantes. « Le gouvernement refuse ces allégations mensongères et tendancieuses, qui apparemment relèvent de la manipulation dont a été victime la journaliste », a protesté M. Nzobonariba. « Le gouvernement condamne cette tentative de saper les efforts de reconstruction déployés par les Burundais, (...), et invite l'auteur du documentaire à présenter ses excuses », a ajouté le porte-parole. Le gouvernement burundais est confronté depuis bientôt un an à une vague d'attaques attribuées officiellement à des « bandits armés ». Pour la population, ces attaques sont le fait d'une rébellion en train de se constituer. Le pouvoir burundais a répondu par de nombreuses exécutions extrajudiciaires et des centaines d'arrestations arbitraires dans les rangs de l'opposition, selon un bilan dressé récemment par un collectif de la société civile, et contesté par le gouvernement.